

Éléments démographiques et financiers

Premiers résultats 2011

DONNEES DE POPULATION

Les cotisants du RSI

Au 31 décembre 2011, le RSI compte près de 2,7 millions de cotisants. Leur progression annuelle (+7,3%) est portée par la dynamique des auto-entrepreneurs (+34%), les cotisants non auto-entrepreneurs demeurant stables (-0,2%).

Sur l'ensemble de l'année 2011, plus de 300.000 auto-entreprises ont été affiliées au RSI, en retrait par rapport à 2010, année record en matière de création d'entreprises.

Les créations d'auto-entreprises marquent donc le pas, tandis que leurs radiations enregistrent une progression : elles sont deux fois plus importantes en

2011 qu'en 2010. Au total, l'effectif des auto-entreprises s'élève à près de 730.000, en hausse de +34% en rythme annuel. L'évolution des auto-entrepreneurs professionnels libéraux, particulièrement forte (+51%), reflète le rattrapage de leurs affiliations intervenu fin 2010 (cf. p.2 graphique 2).

Au 31 décembre 2011, les auto-entrepreneurs représentent plus du quart de l'ensemble des cotisants. Ce poids est néanmoins à relativiser car pour l'année 2010, plus de 50% des auto-entrepreneurs n'ont pas déclaré de chiffre d'affaires positif.

Tableau 1 : les cotisants du RSI au 31 décembre 2011

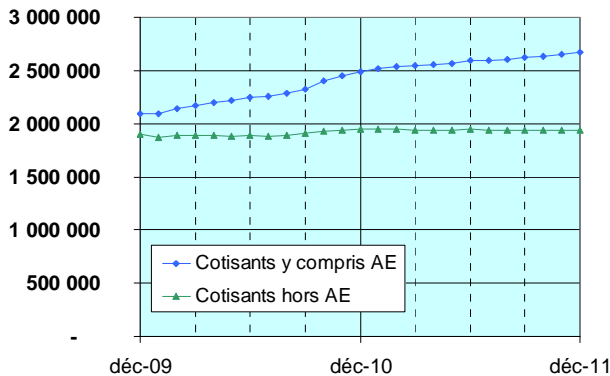
| Décembre 2011 | Artisans | | Commerçants | | Professions libérales | | Ensemble | |
|---|----------------|---------------------|------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 |
| Cotisants du RSI | 960 252 | 6,7% | 1 101 167 | 4,3% | 608 822 | 14,5% | 2 670 247 | 7,3% |
| <i>Dont cotisants auto-entrepreneurs</i> | 285 905 | 31% | 238 743 | 26% | 203 290 | 51% | 727 939 | 34% |
| <i>Dont cotisants non auto- entrepreneurs</i> | 674 347 | -1,1% | 862 424 | -0,5% | 405 532 | 2,0% | 1 942 308 | -0,2% |

Données au 31/12/2011. Evolution depuis le 31/12/2010. France entière.

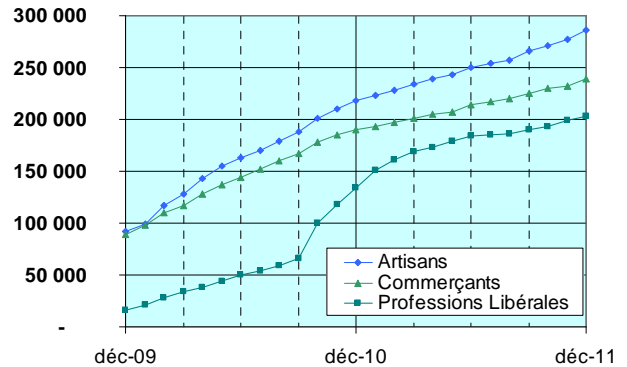
Sources : Artisans et commerçants : Portail CREA ; Professions libérales : Population Santé, Observatoire stock.

Champ : Cotisants prestataires santé ou non

Graphique 1 : Les cotisants du RSI, avec et sans les auto-entrepreneurs (déc. 2009 – déc. 2011)



Graphique 2 : Les cotisants auto-entrepreneurs selon la profession (déc. 2009 – déc. 2011)



La population protégée par l'assurance maladie du RSI au 31 décembre 2011

Au 31 décembre 2011, la population protégée par l'assurance maladie du RSI s'élève à plus de 4 millions d'assurés et progresse au rythme annuel de +4,3%. Cette hausse est là aussi soutenue par l'arrivée de nouveaux auto-entrepreneurs tant pour les actifs et actifs retraités (+4,8%) que pour les ayants droit (+4,9%).

La croissance des actifs (et actifs retraités) protégés pour le risque maladie reflète les tendances observées pour l'ensemble des cotisants. Elle est cependant moins rapide. Cela tient principalement au fait que les nouveaux cotisants sont moins souvent prestataires maladie.

Tableau 2 : population protégée par le RSI au 31 décembre 2011

| Décembre 2011 | Artisans | | Commerçants | | Professions libérales | | Ensemble | |
|----------------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | Déc. 2011 | Evolution 2011/ 2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/ 2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/ 2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/ 2010 |
| Actifs et Actifs retraités | 822 925 | 5,5% | 906 647 | 2,0% | 455 435 | 9,4% | 2 185 056 | 4,8% |
| Pensionnés | 274 463 | 1,2% | 307 914 | 0,4% | 57 825 | 5,4% | 647 677 | 1,3% |
| Ayants droit | 470 558 | 5,2% | 516 949 | 2,4% | 214 639 | 10,9% | 1 204 462 | 4,9% |
| TOTAL * | 1 568 066 | 4,6% | 1 731 692 | 1,8% | 727 930 | 9,5% | 4 041 002 | 4,3% |

Données au 31/12/2011. Evolution depuis le 31/12/2010. France entière. Source : Population Santé, Observatoire stock.

* dont Assurés à titre gratuit. N.B. Ce tableau inclut quelques personnes dont la catégorie socioprofessionnelle n'est pas précisément déterminée. Par contre, il n'inclut pas les bénéficiaires en maintien de droit (radiés). Par ailleurs, de nombreux retraités du RSI sont polypensionnés. S'ils sont couverts par un autre régime d'assurance maladie, ils ne figurent pas non plus dans ce tableau. Il en va de même pour les cotisants polyactifs.

Les pensions de vieillesse de base et d'invalidité au 31 décembre 2011

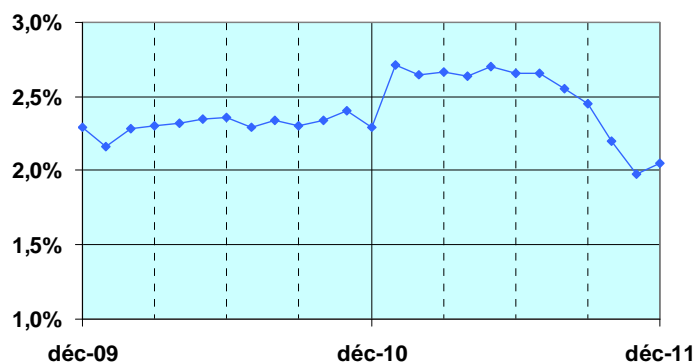
Au 31 décembre 2011, on dénombre plus de 2 millions de bénéficiaires de pensions vieillesse du RSI. Plus de 1,5 million de pensions sont versées au titre des droits directs.

En 2011, l'évolution des effectifs de retraités de droit direct a été marquée au 1^{er} semestre par l'arrivée à l'âge de 65 ans, de la 1^{ère} génération du baby-boom (1946). La croissance s'en est trouvée accentuée par rapport à l'année 2010 (cf. graphique 3).

Ensuite, le second semestre 2011 a vu les premiers effets du décalage progressif de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans, issus de la réforme des retraites du 9 novembre 2010. Le premier temps de ce décalage, de 60 ans à 60 ans et 4 mois, concerne les assurés nés entre le 1^{er} juillet 1951 et le 1^{er} janvier 1952. Ce décalage provoque mécaniquement une diminution des nouveaux retraités de droit direct et un infléchissement de la croissance de l'ensemble des retraités de droit direct. En rythme annuel, les retraités de droit direct augmentent de +2,1% en décembre 2011 contre +2,7% en juillet 2011. Le léger regain de croissance du mois de décembre 2011 tient à l'arrivée à l'âge légal de départ à la retraite de 60 ans et 4 mois, des retraités nés en juillet 1951.

Le RSI sert par ailleurs près de 24.000 pensions d'invalidité, dont l'évolution (+6,4% en décembre 2011 contre +1,8% en juillet 2011 en rythme annuel) est affectée par le recul de l'âge légal de la retraite. Les assurés invalides nés entre juillet et décembre 1951, ont pu continuer quatre mois de plus à recevoir leur pension d'invalidité et les passages de l'invalidité à la retraite ont donc été retardés (Cf. graphique 4).

Graphique 3 : Taux de croissance annuel des effectifs de retraités de droit direct



Graphique 4 : Taux de croissance annuel des effectifs d'invalides

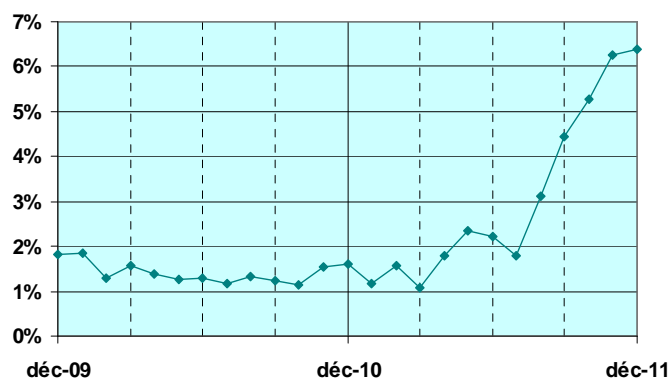


Tableau 3 : les bénéficiaires de pensions de retraite et d'invalidité au 31 décembre 2011

| Décembre 2011 | Artisans | | Commerçants | | Ensemble | |
|--|----------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 | Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 |
| Bénéficiaires de pensions de retraite (A) | 888 829 | 1,7% | 1 122 021 | 1,9% | 2 010 850 | 1,8% |
| Dont pensions de droit direct | 647 097 | 1,7% | 893 695 | 2,3% | 1 540 792 | 2,1% |
| Dont pensions de droit dérivé | 259 469 | 1,7% | 293 706 | 1,3% | 553 175 | 1,5% |
| Bénéficiaires de pensions d'invalidité | 13 726 | 5,3% | 10 206 | 7,8% | 23 932 | 6,4% |

Données au 31/12/2011. Evolution depuis le 31/12/2010. France entière. Sources : CREA pour les pensions de retraite et service statistique pour l'invalidité. Depuis le 31/12/2010, ce tableau retrace des effectifs de pensionnés et non plus des pensions. Ces effectifs peuvent différer puisque un retraité peut cumuler une pension de droit direct et une pension de droit dérivé. Le tableau est organisé de façon à ce que les effectifs de la ligne A ne comptent pas deux fois ces droits cumulés.

DONNEES DE PRESTATIONS

Prestations maladie à fin décembre 2011 : la progression des dépenses de soins de ville impactée par la croissance du nombre de consommateurs

Le taux de croissance des remboursements de soins de ville corrigé des jours ouvrés s'établit pour 2011 à +4,1%. Cette progression ralentit depuis le 4^{ème} trimestre 2011.

Cette dynamique touche l'ensemble des postes. Les auto-entrepreneurs expliquent à eux seuls la moitié de la croissance des soins de ville.

Les honoraires médicaux et dentaires

Les **honoraires médicaux et dentaires** contribuent pour presque la moitié à la croissance des soins de ville.

La progression de ce poste (+6,4%) décélère depuis le mois de septembre (+6,8%), mais elle reste très supérieure à celle constatée l'année dernière. En 2011, la revalorisation de la base de remboursement des consultations des omnipraticiens en janvier et l'épisode épidémique du début d'année contribuent fortement à cette croissance.

Les **consultations des généralistes** progressent de +8,3% en 2011, alors que celles des **spécialistes**, restent plus contenues, +4,2%. Par ailleurs, la hausse des honoraires s'explique également, par la forte progression des **actes techniques**, +7,3% contre +2,7% pour l'année 2010.

Les remboursements **d'actes dentaires** augmentent toujours vivement, +5,8% contre +1,5% à fin 2010.

Les prescriptions, principal poste de dépenses de soins de ville

Les **prescriptions** constituent un peu moins des deux tiers des soins de ville. Hors IJ et transports, elles augmentent de +3,2% en 2011.

Les médicaments

Les remboursements de **médicaments** qui concourent pour presque la moitié à la croissance des prescriptions hors IJ et transports s'accroissent, +2,5% en 2011 contre +1,2% en 2010.

La LPP et les produits d'origine humaine augmentent de +4,5%, légèrement moins vite qu'en 2010.

Les auxiliaires médicaux

L'augmentation des remboursements de soins réalisés par les **auxiliaires médicaux** reste modérée, +3,7% contre +3,3%. La progression des actes d'infirmiers est quasi identique à celle de l'année dernière, +4,0% contre +3,9%. En revanche, les dépenses d'actes des masseurs-kinésithérapeutes progressent davantage, +2,6% contre +1,9%.

Les indemnités journalières

La croissance des **indemnités journalières**, +1,9% contre +0,9% en 2010 s'explique uniquement par l'augmentation du nombre de consommateurs, la durée des arrêts n'ayant pas progressé.

Les autres dépenses de soins de ville

Les dépenses de transports décollent, +3,9% contre +4,6% à fin décembre 2010. Les dépenses de **biologie** connaissent une importante hausse, +4,6% contre +0,2%.

La tendance des établissements de santé

Les montants provisoires (estimation) versés au titre des dépenses des **établissements publics** augmentent de +2,9% en 2011, et de +5,1% pour le secteur **médico-social**.

Les dépenses relatives aux **établissements privés**, augmentent à un rythme plus soutenu, +5,4% : avec +4,8% pour l'ODMCO, +5,3% pour le SSR et +4,2% pour la psychiatrie.

Tableau 4 : les remboursements effectués à fin décembre 2011

| RSI - France entière - Tous risques En millions d'euros | Données brutes Janv.11 - Déc.11 | Taux de croissance à fin décembre 2011 | | Taux de croissance à fin décembre 2010 | |
|--|------------------------------------|---|--------------|---|--------------|
| | | PCAP | PCAP-CJO (1) | PCAP | PCAP-CJO (1) |
| Soins de Ville | 3 297,8 | 4,9% | 4,1% | 2,5% | 1,7% |
| Honoraires médicaux et dentaires | 994,6 | 7,2% | 6,4% | 1,6% | 0,8% |
| dont Consultations | 301,8 | 9,9% | 9,1% | -0,3% | -1,1% |
| C Omnipraticiens | 202,1 | 9,2% | 8,3% | -0,7% | -1,5% |
| C Spécialistes | 82,5 | 5,0% | 4,2% | 0,1% | -0,7% |
| Visites | 32,3 | 0,4% | -0,4% | -5,9% | -6,6% |
| Actes Techniques | 414,9 | 8,2% | 7,3% | 3,6% | 2,7% |
| Actes dentaires | 170,5 | 6,6% | 5,8% | 2,3% | 1,5% |
| Prescriptions | 1 921,2 | 4,0% | 3,2% | 2,9% | 2,1% |
| dont Médicaments | 1 118,1 | 3,3% | 2,5% | 2,0% | 1,2% |
| L.P.P. et Produits d'origine humaine | 232,6 | 5,3% | 4,5% | 6,3% | 5,5% |
| Auxiliaires médicaux | 397,4 | 4,5% | 3,7% | 4,1% | 3,3% |
| Actes infirmiers | 190,0 | 4,8% | 4,0% | 4,7% | 3,9% |
| Actes masseurs-kiné | 128,2 | 3,4% | 2,6% | 2,7% | 1,9% |
| Biologie | 173,0 | 5,4% | 4,6% | 1,0% | 0,2% |
| Autres prestations (2) | 167,1 | 5,2% | 4,4% | 5,4% | 4,6% |
| dont Frais de transport des malades | 153,2 | 4,7% | 3,9% | 5,4% | 4,6% |
| Indemnités journalières | 214,9 | 1,9% | 1,9% | 0,9% | 0,9% |
| Etablissements de santé (3) | 3 611,7 | 3,8% | 3,7% | 3,6% | 3,4% |
| Etablissements sanitaires publics | 2 396,8 | 2,9% | 2,9% | 3,3% | 3,3% |
| Etablissements sanitaires privés | 670,5 | 6,3% | 5,4% | 1,7% | 0,9% |
| Etablissements sanitaires médico-sociaux | 544,4 | 5,1% | 5,1% | 7,7% | 7,7% |
| Total sur champ ONDAM | 6 909,4 | 4,3% | 3,9% | 3,1% | 2,6% |

(1) Corrigé des jours ouvrés (2) dont transports et cures (3) Prise en compte des dotations effectives pour l'année 2010
 Source : RSI / DMR / Etat 601 + acomptes provisionnels pour la dotation annuelle de financement aux étab. publics et en forfaits de soins.

Tableau 5 : les dépenses de soins de ville à fin décembre 2011

| RSI - France entière - Tous risques | Taux moyen de remboursement Janv.11 - Déc.11 (1) | Taux de croissance PCAP- CJO Janv.11 - Déc.11 | | Taux de croissance PCAP- CJO Janv.10 - Déc.10 | |
|---------------------------------------|---|---|----------------------|---|----------------------|
| | | Montant remboursable | Montant remboursé | Montant remboursable | Montant remboursé |
| Soins de Ville (hors IJ) | 78,1% | 4,6% | 4,3% | 1,2% | 1,8% |
| dont Honoraires médicaux et dentaires | 77,8% | 6,6% | 6,4% | 0,3% | 0,8% |
| Prescriptions | 77,2% | 3,6% | 3,2% | 1,5% | 2,1% |
| Autres prestations (2) | 91,4% | 4,6% | 4,4% | 4,3% | 4,6% |

(1) Montant remboursé / Montant remboursable (2) dont transports et cures
 Source : RSI / DMR / Etat 601.

Les prestations servies par les régimes d'assurance vieillesse et invalidité

Les prestations servies au titre des droits directs du régime vieillesse de base représentent 80% de l'ensemble des prestations servies par le RSI pour les régimes vieillesse, invalidité et décès. Ces prestations en 2011 sont en hausse de +4,3% pour les artisans et de +3,5% pour les commerçants, par rapport à l'année 2010.

Ces hausses supérieures à celle de l'année 2010 s'expliquent par une revalorisation plus importante appliquée au 1^{er} avril 2011 (+2,1% contre +0,9% au 01/04/2010). L'effet de ce différentiel de revalorisation s'élève à +0,9 % sur l'ensemble de l'année 2011.

Cependant, les prestations du régime de base de droit direct, **corrigées de la revalorisation**, décélèrent en 2011 sous l'effet de la réforme du 9 novembre 2010, appliquée à compter de juillet 2011. Les effectifs (cf. p. 3) des nouveaux retraités de droit direct diminuant, les masses de prestations versées infléchissent leur progression.

A l'inverse et de manière complémentaire, les prestations d'invalidité corrigées de la revalorisation enregistrent une accélération. La réforme des retraites a eu pour effet de diminuer les passages de l'invalidité à la retraite, d'augmenter les effectifs d'invalides (cf. p. 3) et donc les masses de prestations versées au titre de l'invalidité.

Tableau 6 : les prestations servies par les régimes de base en 2010 et 2011

| Millions d'euros | Année 2010 | Evolution 2010/2009 | Janv. à Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 |
|---|--------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Artisans | | | | |
| Prestations légales | 3 081 | 3,3% | 3 196 | 3,8% |
| dont pensions contributives de droit direct | 2 473 | 3,6% | 2 578 | 4,3% |
| dont pensions contributives de réversion | 440 | 1,3% | 450 | 2,4% |
| Commerçants | | | | |
| Prestations légales | 3 620 | 2,5% | 3 717 | 2,7% |
| dont pensions contributives de droit direct | 2 755 | 2,9% | 2 852 | 3,5% |
| dont pensions normales avant 60 ans | 39 | -27,7% | 28 | -27,9% |
| dont pensions normales après 60 ans | 2300 | 4,1% | 2401 | 4,4% |
| dont pensions contributives de réversion | 584 | 0,2% | 589 | 0,8% |

Tableau 7 : les prestations servies par les régimes complémentaires en 2010 et 2011

| Millions d'euros | Année 2010 | Evolution 2010/2009 | Janv. à Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 |
|---|------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Artisans | | | | |
| Prestations légales | 927 | 7,2% | 977 | 5,4% |
| dont pensions contributives de droit direct | 809 | 7,5% | 853 | 5,4% |
| dont pensions contributives de réversion | 118 | 5,4% | 124 | 5,6% |
| Commerçants | | | | |
| Prestations légales | 465 | 6,4% | 502 | 7,9% |
| dont pensions contributives de droit direct | 382 | 6,2% | 410 | 7,4% |
| dont pensions contributives de réversion | 83 | 7,8% | 92 | 10,0% |

Tableau 8 : les prestations servies par les régimes invalidité-décès en 2010 et 2011

| Millions d'euros | Année 2010 | Evolution 2010/2009 | Janv. à Déc. 2011 | Evolution 2011/2010 |
|-----------------------------|------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Artisans | | | | |
| | 137 | 3,8% | 143 | 4,7% |
| dont prestations Invalidité | 114 | 3,4% | 120 | 5,5% |
| Commerçants | | | | |
| | 85 | 3,6% | 89 | 5,0 % |
| dont prestations Invalidité | 77 | 3,2% | 81 | 5,1% |

Sources : RSI / DCF. Données au 31/12/2011, provisoires avant clôture des comptes pour les artisans et définitives pour les commerçants. France entière. Evolutions PCAP : Période comparée à l'année précédente. Outre les pensions contributives dont le détail est retracé ici, les prestations légales des régimes de base comprennent des allocations et des majorations.

L'ÉVOLUTION DU RECOUVREMENT

Artisans et commerçants : à fin décembre 2011, les opérations sur les taxés d'office améliorent la situation du recouvrement

Le taux de restes à recouvrer global, à 22,9% en décembre 2011, est meilleur (-2,4 points) par rapport à celui de décembre 2010. L'amélioration est encore plus visible par périodicité : -2,5 points pour les mensuels et -7,0 points pour les trimestriels.

Fin 2011, plusieurs actions sur les taxations d'office ont provoqué une baisse visible des restes à recouvrer en TO (1,8 Mds à fin décembre 2011 contre 2,5 Mds en 2010). Les opérations de récupération du revenu ont permis d'intégrer plus rapidement les revenus 2010 par rapport à l'an dernier pour les revenus 2009, et les plans de radiations des comptes en Taxations d'office (TO) multiples menées en fin d'année, ont contribué à améliorer la situation du recouvrement depuis le mois de novembre. Ainsi, fin décembre 2011, la part des TO dans les restes à recouvrer est de 47,2% alors qu'elle était de 59,6% en 2010.

Hors TO, le taux de restes à recouvrer augmente de 1,5 point (13,6 % à fin décembre 2011, contre 12,1 % l'an dernier). Plus précisément, le TRAR hors TO des trimestriels a augmenté de 0,6 point alors que pour les cotisants mensuels, le taux de restes à recouvrer hors TO diminue (4,8% soit -0,5 point).

Professions libérales

A fin décembre 2011, hors auto-entrepreneurs, le taux de recouvrement de l'ensemble des cotisations annuelles hors majorations est légèrement meilleur (+0,6 point) que celui qui prévalait un an avant. Plus précisément, le taux de recouvrement est inférieur de 0,2 point pour les professions libérales d'Ile-de-France alors que celui de la province s'améliore de 0,8 point.

Hors DOM, la progression des encaissements de cotisations maladie des professions libérales (hors auto-entrepreneurs) sur 1 an est de 4,1% entre 2010 et 2011. L'appel provisionnel, qui représente 90% des encaissements sur cette période, enregistre une progression de 2,1% entre 2010 et 2011.

Parallèlement, les cotisations émises sur l'année ont progressé de 1,8% entre 2010 et 2011. Pour les seules émissions de l'appel provisionnel la progression est de 1,5% par rapport à l'an passé.

Cette augmentation est probablement une conséquence de la réduction des taxations d'office au cours de l'année 2011 : alors que les radiations des assurés taxés d'office sur plusieurs années se traduisent par une forte réduction des restes à recouvrer, sans incidence sur l'évolution des montants hors taxations d'office, la récupération de revenus d'assurés antérieurement taxés d'office les fait basculer dans la deuxième catégorie (hors TO), en échéance trimestrielle, avec des taux de restes à recouvrer relativement importants.

Cet effet est à relier à la très forte hausse des cotisations liquidées hors TO (+ 30 % entre 2010 et 2011) lors des échéances trimestrielles.

Tableau 9 : Taux de restes à recouvrer selon qu'ils excluent ou pas les taxations d'office et selon la périodicité d'échéance, au 31/12/2011

| | Taux de RAR hors TO | | Taux de RAR y compris TO | |
|--------------------|---------------------|--------------|--------------------------|--------------|
| | Déc. 2010 | Déc. 2011 | Déc. 2010 | Déc. 2011 |
| Taux global | 12,1% | 13,6% | 25,3% | 22,9% |
| mensuels | 5,3% | 4,8% | 9,4% | 6,9% |
| trimestriels | 27,4% | 28,0% | 50,7% | 43,7% |

Tableau 10 : Situation du recouvrement sur la branche maladie des professions libérales

| Montants en millions d'euros | Emissions annuelles | | Encaissements | | Taux de recouvrement | |
|------------------------------|---------------------|--------------|---------------|--------------|----------------------|--------------|
| | Déc. 2010 | Déc. 2011 | Déc. 2010 | Déc. 2011 | Déc. 2010 | Déc. 2011 |
| Ile de France | 330 | 340 | 309 | 319 | 93,8% | 93,6% |
| Province | 711 | 716 | 676 | 687 | 95,1% | 95,9% |
| TOTAL | 1 041 | 1 056 | 985 | 1 006 | 94,6% | 95,2% |

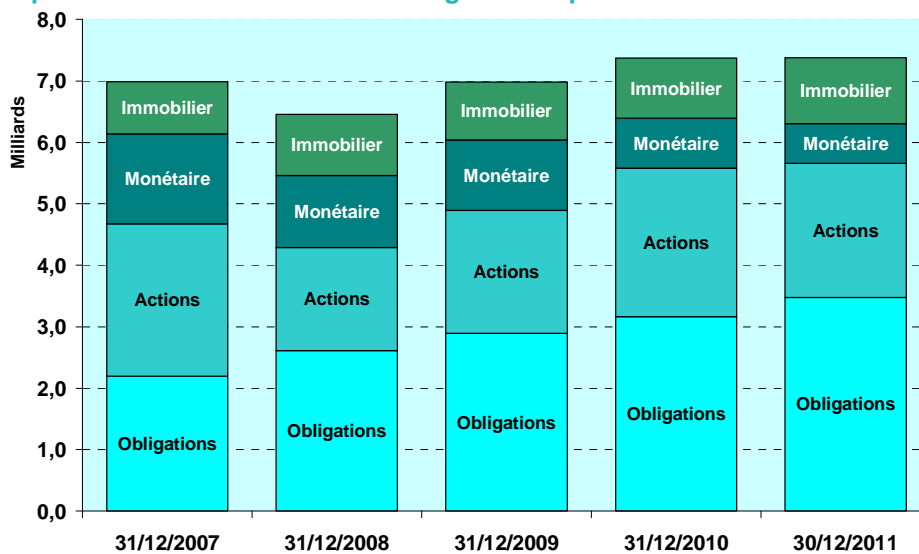
Source : RSI/DCF/Comptabilité - champ : ensemble des professionnels libéraux actifs, hors DOM. N.B. Le taux de recouvrement calculé ici porte sur les cotisations émises pour l'ensemble de l'année, alors que, pour les cotisations recouvrées par les URSSAF, les restes à recouvrer sont appréciés en fonction des seules cotisations exigibles à cette date de l'année.

LES ACTIFS DES REGIMES

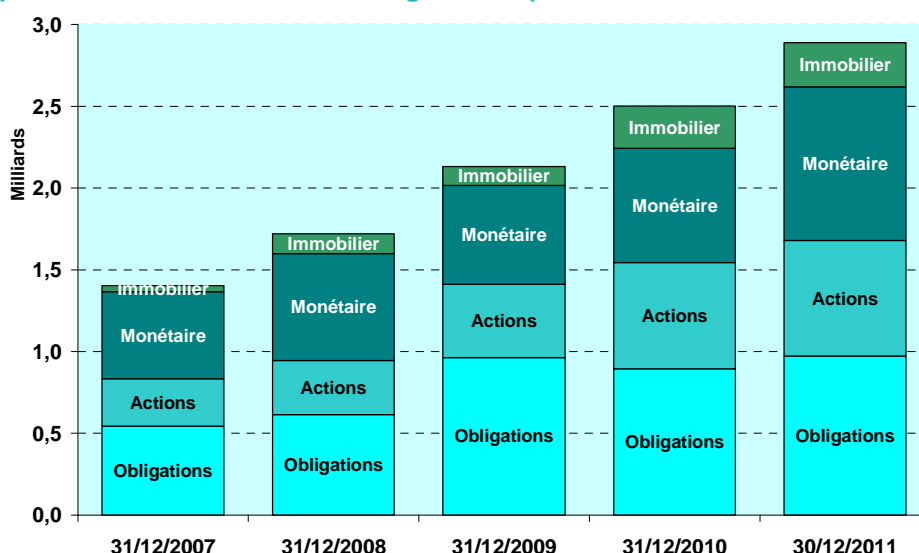
Les actifs des régimes complémentaires vieillesse s'élèvent au 30 décembre 2011 à 7.375 M€ pour les artisans et à 2.889 M€ pour les commerçants. Ces montants correspondent aux actifs totaux des deux régimes (fonds de roulement inclus) et tiennent compte de la valeur vénale du patrimoine immobilier au 31 décembre 2011.

A la même date, les actifs des régimes invalidité et décès s'élèvent respectivement à 577 M€ pour les artisans et à 443 M€ pour les commerçants. Le total des actifs de ces cinq régimes représente donc à cette date près de 11,3 milliards.

Graphique 5 : évolution des actifs du régime complémentaire vieillesse des artisans



Graphique 6 : évolution des actifs du régime complémentaire vieillesse des commerçants



Source : RSI /DMR/ Gestion financière des actifs du RSI

Directeur de la publication : Stéphane Seiller – Coordination éditoriale : Direction des études, des équilibres et des placements / Département des statistiques, de l'analyse des risques, du décisionnel et des équilibres – Rédacteur : Johann Proust (johann.proust@rsi.fr)
 Contact : Valérie Perrin (valerie.perrin@rsi.fr).

Caisse nationale RSI – 260-264 avenue du Président Wilson – 93457 La Plaine Saint-Denis Cedex

Cette publication, dont la numérotation est chronologique, comprend trois séries : les bilans annuels (bleus), les tableaux de bord financiers (verts) et les zooms (orange). Ces trois séries sont disponibles sur notre site Internet : www.rsi.fr dans la rubrique A propos du RSI / Publications / Etudes statistiques, financières et actuarielles